

Croissance économique

Une menace pour la biodiversité

Irmi Seidl, Institut fédéral de recherche WSL, unité de recherche Sciences économiques et sociales, CH-8903 Birmensdorf, irmi.seidl@wsl.ch, et Angelika Zahrnt, D-69151 Neckargemünd, a.zahrnt@bund.net

Les ressources naturelles de la Terre sont limitées. Pourtant, la politique et l'économie persistent à rechercher une croissance économique constante. Il semble y avoir des contraintes sous-jacentes profondes qui font que la politique et l'économie gardent comme objectif l'espoir d'une croissance économique permanente. Mais il y a des issues à la crise.

Qu'est-ce que la performance économique – mesurée d'après le produit intérieur brut – et sa croissance ont à voir avec la biodiversité? Plus qu'on ne le suppose en général, car la production de biens et de services et l'infrastructure requise à cet effet se fondent principalement sur l'utilisation de ressources naturelles, fussent-elles biotiques ou abiotiques, renouvelables ou non. Il va sans dire que l'exploitation (excessive) des ressources biologiques peut mettre en péril la biodiversité. Mais il en va de même pour l'exploitation des ressources abiotiques telles que minéraux et sources d'énergie fossiles; il suffit de penser, par exemple, aux régions minières dévastées ou à l'évolution des conditions de (sur)vie de végétaux et d'animaux par suite des émissions de CO₂ et du changement climatique.

La corrélation entre les activités économiques et humaines et leurs incidences sur l'environnement a été condensée par Daily et Ehrlich (1992) dans l'équation suivante:

$$\text{Incidences écologiques} = \text{Population} \times \text{Technologies} \times \text{Bien-être}$$

Dans les pays occidentaux démographiquement stables, c'est surtout l'accroissement du bien-être et la performance économique qui favorisent la pollution de l'environnement et donc le déclin de la biodiversité.

La croissance de la performance économique détruit la biodiversité

Les travaux de recherche de Pfister (1994) sur le syndrome des années 1950 ont montré comment, à partir du milieu du siècle



dernier, en Suisse et dans le monde, les problèmes environnementaux se sont accrus avec la croissance rapide de la performance économique (pollution atmosphérique, déchets urbains, utilisation de surfaces). Krausmann et al. (2009) montrent comment, au XXe siècle, la croissance mondiale de la performance économique (et de la population) ont aussi provoqué une plus forte consommation de biomasse, de minerais, de sources d'énergie fossiles et de matériaux de construction. Binswanger et al. (2005) ont étudié pour la

Suisse si un découplage avait lieu entre la croissance économique et l'utilisation de l'environnement. Les résultats révèlent que, depuis les années 1990, un découplage n'a eu lieu que concernant les problèmes écologiques faciles à résoudre à l'aide de mesures techniques.

Les découplages échouent surtout en raison des effets de la croissance et l'effet dit rebond. Un effet rebond direct se produit quand une progression de l'efficacité énergétique entraîne une plus forte demande pour le produit plus efficace, si bien que les potentiels d'épargne ne se réalisent pas; c'est le cas, par exemple, des ampoules économiques qui restent allumées plus longtemps ou des voitures économiques utilisées plus fréquemment (Hänggi 2009, p. ex.). En ce qui concerne la

biodiversité, les mesures d'efficacité ne sont guère efficaces. Par conséquent, il n'y a pas de découplage entre la croissance économique et les listes rouges ou les surfaces bâties. Au contraire, les listes rouges s'allongent et la surface bâtie s'étend.

La croissance économique est-elle nécessaire?

Pour l'instant, la politique, l'économie et la société maintiennent leur orientation fondée sur la croissance économique, et ce quoique ses répercussions écologiques négatives soient évidentes, que les espoirs placés dans des stratégies d'efficacité soient déçus et que les promesses telles qu'accroissement du bien-être et de l'emploi, péréquation sociale ou réduction de l'endettement public ne sont pas (ou plus) tenues (Jackson 2009). Nous voyons la justification de la dépendance existentielle de certains domaines sociaux et de certaines institutions vis-à-vis de la croissance économique. Cette dépendance se manifeste par exemple dans le secteur de la santé publique et de l'assurance vieillesse ainsi que sur le marché de l'emploi.

- > La santé publique est des rares secteurs de croissance fiables, présentant des taux de progression supérieurs à celui du produit intérieur brut. L'absence de croissance économique réduit le volume des cotisations ainsi que les moyens fiscaux généraux nécessaires au soutien public de la santé.
- > Les deux méthodes courantes d'assurance vieillesse – le système de répartition et le système de capitalisation (1er et 2ème piliers) – se fondent sur la croissance économique, le 2ème pilier surtout. Faute de croissance, il risque d'y avoir des réductions de prestation, des hausses de cotisation obligatoire et des baisses de recettes fiscales destinées au cofinancement public de l'AVS.
- > Le marché de l'emploi est un argument essentiel en faveur de la croissance économique. En Suisse, une croissance de plus de 1,8% est nécessaire pour abaisser le taux de chômage.

Ces trois domaines montrent parfaitement pourquoi la politique encourage la

croissance économique par de multiples moyens. Le programme de soutien de la croissance du Conseil fédéral en 2004 proposait notamment les mesures suivantes, afin de remédier à la faible croissance des années 1990 (SECO 2004): renforcement de la concurrence sur le marché intérieur (appels d'offres publiques, libéralisation du réseau électrique, p. ex.), ouverture internationale (libre circulation des personnes en particulier), réforme fiscale (simplification de la TVA et de l'impôt sur les sociétés, p. ex.), participation accrue sur le marché de l'emploi (salariés âgés ou en incapacité de travailler, p. ex.) ou simplification du cadre légal pour les entreprises (législation économique et contraintes administratives).

Bienvenue dans la société de post-croissance

Pour que la politique, l'économie et la société abandonnent le paradigme de la croissance économique, les secteurs et les institutions tributaires de la croissance doivent, selon nous, faire l'objet d'une restructuration. Celle-ci est possible. Le côté positif: nous ne devons pas réinventer la roue. Bon nombre d'instruments et d'approches disponibles peuvent être repris: dans le secteur de la santé, par exemple, le renforcement de la responsabilité individuelle, l'introduction de systèmes de «managed care», le renforcement de la prévention ou l'introduction de nouvelles incitations financières. Dans l'assurance vieillesse, il faut promouvoir des modèles de «vieillesse productive». Il importe, par exemple, d'assouplir le départ à la retraite ou de créer de nouvelles formes de cohabitation avec les personnes âgées. Sur le marché de l'emploi, nous pouvons réduire le temps de travail (mensuel, annuel ou total) et ainsi mieux répartir le volume de travail disponible. Cela doit être notamment subordonné à une réforme financière écologique et à une ré-adéquation du système bancaire et financier par rapport à l'économie réelle. Beaucoup de propositions de restructuration ont déjà fait leurs preuves; mais nous devons redéfinir certains aspects et débattre beaucoup d'entre eux.



Postwachstumsgesellschaft. Konzepte für die Zukunft.

Ed.: I. Seidl et A. Zahrnt. 2010. Editions Metropolis, Marburg

Malgré les critiques et les crises dont la croissance fait l'objet, rien n'a changé à l'orientation de la politique et de la société. La nature reste donc soumise à la croissance. Pourquoi cette fixation? Et quelles autres possibilités de développement y aurait-il pour une société qui n'est pas tributaire de la croissance et dans laquelle il est possible de bien vivre, même sans croissance? C'est notamment à cette question que se consacre le livre *Postwachstumsgesellschaft. Konzepte für die Zukunft*. Des aspects essentiels de notre société dépendent de la croissance économique, comme l'assurance vieillesse, la santé publique, le marché de l'emploi, le système éducatif, la consommation, la répartition équitable, les entreprises, les banques et les marchés financiers, sans oublier les finances de l'Etat. Toute croissance faible voire négative risque de compromettre le fonctionnement de ces secteurs et institutions. L'ouvrage présente des possibilités de développement d'une société non tributaire de la croissance.

Bibliographie

www.biodiversity.ch > Publications